

505 LH 611 /6

925

(1942)

945

V. D. 951 - Application de l'art. 44 de
la Convention à la participation
des Cies dans diverses Stés
d'Habitation et de Crédit Immob.
-
V. D. 9322 : Location des immeubles
de la S.I.N.-

D. 9321 : Reprise des immeubles de
la S.I.N. pour assurer le logement
des ouvriers des ateliers de Nevers

Participation de la S.N.C.F. dans la Société Immobilière
du Nivernais (S.I.N.) - Reprise des actions détenues par
le P.L.M. domaine privé (sans suite).-

Lettre S.N.C.F. au M.T.P.

(s) C.A. 8. 7.42 7 VII
18. 7.42

Participation de la S.N.C.F. dans la Sté Immobilière du Nivernais (S.I.N.) - Reprise des actions détenues par
le P.L.M. domaine privé (sans suite).-

945

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

Le Président
du Conseil d'Administration

D 9310/2

Paris, le 18 juillet 1942

Monsieur le Ministre,

En application de l'article 44 de la Convention du 31 août 1937, le Conseil d'Administration a examiné, dans sa séance du 8 juillet 1942, la question de la reprise des participations détenues par les Compagnies, au titre de leur domaine privé, dans les Sociétés d'Habitations et de Crédit Immobilier intéressant le personnel du Chemin de fer.

Ces participations concernent les Sociétés ci-après :

-
- Société de Crédit des Habitations à Bon Marché,
 - Société Immobilière du Nivernais.

Je vous demande de bien vouloir trouver exposées dans la note ci-jointe la situation de ces Sociétés et la position respective des Compagnies et de la S.N.C.F. dans chacune d'elles.

Pour les raisons indiquées dans cette note, nous estimons qu'il n'y a pas lieu pour la S.N.C.F. de reprendre les participations détenues par les Compagnies dans les Sociétés ci-après :

- Société de Crédit des Habitations à bon marché, la dissolution anticipée de la Société ayant été prononcée par l'Assemblée Générale des Actionnaires le 20 mars 1942;

- Société Immobilière du Nivernais, l'activité de cette Société étant en fait entièrement entre les mains de la Compagnie Générale de Construction et d'Entretien du Matériel de chemin de fer pour laquelle, eu égard aux motifs qui sont développés dans la note, nous considérons également qu'il convient de renoncer au bénéfice de l'article 44.

.....

Veuillez agréer,

Le Président du Conseil d'Administration,

--- Signé : FOURNIER.

Monsieur le Secrétaire d'Etat aux Communications
Direction Générale des Transports - Service Economique - 1er Bureau
PARIS.

Extrait du P.V. de la Séance du Conseil d'Administration
du 8 juillet 1942

Participation S.N.C.F. à la Société Immobilière
du Nivernais.

QUESTION VII - Participation des Compagnies dans les
Sociétés d'Habitation et de Crédit Immobilier : application de
l'art. 44 de la Convention du 31 août 1937.

P.V. (p.3) M. LE PRESIDENT expose que les Compagnies de l'Est, du Midi, du Nord et du P.L.M. possèdent des participations au titre de leur domaine privé dans diverses Sociétés d'habitation. Compte tenu des dispositions de l'article 44 de la Convention du 31 août 1937, la question se pose de savoir si la S.N.C.F. entend reprendre ces participations.

Pour les raisons qui sont exposées dans la Note, il est proposé de renoncer au bénéfice de ces dispositions en ce qui concerne les Sociétés ci-après :

.....

Société Immobilière du Nivernais - Cette Société n'est, en réalité qu'une filiale de la Compagnie Générale de Construction et d'Entretien du Matériel de Chemin de fer (C.G.C.E.M.), entièrement contrôlée par cette dernière Société et dont l'activité exercée en faveur de son propre personnel n'a bénéficié qu'à titre essentiellement provisoire et précaire au personnel du chemin de fer ; or, il n'apparaît pas, par ailleurs, que la S.N.C.F. ait intérêt à devenir actionnaire de la C.G.C.E.M. et il est également proposé de renoncer à acquérir les actions de cette Société que détient actuellement la Compagnie P.L.M.

.....

Sous réserve de l'autorisation à demander à M. le Secrétaire d'Etat aux Communications, le Conseil approuve ces propositions, M. LAURENT-ATTHALIN, M. GETTEN, et M. de TARDE ayant déclaré ne pas prendre part au vote.

Sténo (p.7)

M. LE PRESIDENT. - Le Conseil est appelé à se prononcer sur la reprise de différentes participations prises par les Compagnies, sur leur domaine privé, dans un certain nombre de Sociétés d'Habitation et de Crédit Immobilier.

.....

- d'autre part, une Société d'Habitation de droit commun, la Société Immobilière du Nivernais, filiale de la Compagnie Générale de Construction et d'Entretien du Matériel de Chemin de fer (C.G.C.E.M.), au sujet de laquelle sera examinée parallèlement la question de savoir s'il convient ou non, pour la S.N.C.F., d'acquérir les actions de cette dernière Société détenues par la Compagnie P.L.M.

.....

II - Société Immobilière du Nivernais et C.G.C.E.M.-

La Société Immobilière du Nivernais est constituée au capital de 1 M., divisé en 2.000 actions de 500 fr, entièrement libérées et réparties entre la C.G.C.E.M. et ses principaux actionnaires. La Compagnie P.L.M. détient, au titre de son domaine privé, 450 actions de cette Société, soit 22 1/2 % du capital social.

En réalité, cette Société a été fondée par la C.G.C.E.M. pour faciliter le recrutement de son personnel par la construction de logements ouvriers à proximité des ateliers de Nevers qu'elle exploite, et elle est entièrement contrôlée par cette dernière Société. Ce n'est qu'à titre accessoire et dans la mesure où elle n'avait pas l'utilisation de ses logements pour le personnel de la C.G.C.E.M. que la Société Immobilière du Nivernais a accepté des cheminots parmi ses locataires.

Il paraît, par conséquent, impossible d'envisager la reprise de la participation de la Compagnie P.L.M. dans cette Société, indépendamment de celle des actions de la Société qui la contrôle. Or, il ne paraît pas opportun pour la S.N.C.F. de racheter ces actions. La Société C.C.C.E.M. est au capital de 14.750.000 fr, représenté par 29.500 actions de 500 fr entièrement libérées. La Compagnie P.L.M. possède, au titre de son domaine privé, 35 % de ce capital. C.C.C.E.M. exploite actuellement deux groupes d'ateliers : d'une part, les Ateliers de locomotives de Varennes-les-Nevers, pris en location à la S.N.C.F. et, d'autre part, les Ateliers de voitures de Villefranche-sur-Saône, qui sont sa propriété.

La location des Ateliers de Nevers qui, seuls intéressent pratiquement la S.N.C.F., fait l'objet d'un traité-bail conclu, le 3 septembre 1938, pour une période de 12 ans, et résiliable par chacune des parties, à la fin de chaque période triennale, moyennant préavis d'un an. Il n'apparaît pas que la S.N.C.F. puisse avoir intérêt à acquérir les actions de la C.C.C.E.M. possédées par la Compagnie P.L.M. : en effet, à l'expiration du bail en cours ou bien la S.N.C.F. reprendra elle-même l'Atelier, et le fait d'être actionnaire d'une Société dont l'objet deviendrait étranger à son exploitation ne se justifierait pas, ou bien la S.N.C.F. négociera le renouvellement du contrat de location et, dans cette hypothèse, la possession de 35 % des actions, ne lui assurant pas le contrôle effectif de la Société, ne serait aucunement de nature à faciliter ces négociations. Peut-être même constituerait-elle une gêne à cet égard.

La question pose, en effet, dans une certaine mesure, le problème de la politique générale du Chemin de fer vis-à-vis des affaires avec lesquelles il est en relations. Dans cet ordre d'idées, j'estime que, s'il est profitable au Chemin de fer de prendre des intérêts ou de s'assurer certaines interpénétrations dans toutes les autres entreprises de transport par air,

par route ou par eau, qui sont directement dépendantes de son exploitation, par contre, je ne crois pas qu'il soit indiqué d'étendre ces participations aux diverses entreprises métallurgiques qui n'ont, somme toute, avec le Chemin de fer, que des relations de constructeur ou de fournisseur.

Dans ces conditions, je propose au Conseil de renoncer à invoquer le bénéfice de l'article 44 de la Convention du 31 août 1937, tant en ce qui concerne la Société de Crédit des H.B.M. actuellement en dissolution, qu'en ce qui concerne la Société Immobilière du Nivernais et la Compagnie Générale de Construction et d'Entretien du Matériel de Chemin de fer.

.....

Sous réserve de l'autorisation à demander à M. le Secrétaire d'Etat aux Communications, le Conseil approuve ces propositions, M. LAURENT-ATTHALIN, M. GETTEN et M. de TARDE ayant déclaré ne pas prendre part au vote.

4 juillet 1942

Participations des Compagnies
dans les Sociétés d'Habitations et de Crédit Immobilier
(art. 44 de la convention du 31 août 1937)

(extrait du rapport au Conseil d'Administration)

Reprise des actions de la Société Immobilière
du Nivernais

Les Compagnies possèdent des participations au titre de leur
domaine privé :

.....

- dans une Société d'Habitations de droit commun : Société Immo-
bilière du Nivernais.

Compte tenu des dispositions de l'article 44 de la convention du
31 août 1937, la question se pose de savoir si la S.N.C.F. entend re-
prendre ces participations.

.....

§ 2 - Société Immobilière du Nivernais

La Société Immobilière du Nivernais (S.I.N.) a été fondée
en 1920 pour 99 ans par la Compagnie Générale de Construction et d'En-
tretien du matériel de Chemins de fer (C.G.C.E.M.) en vue de l'édifi-
cation de maisons d'ouvriers.

Son capital est de 1.000.000 de fr divisé en 2.000 actions de
500 fr entièrement libérées et réparties entre C.G.C.E.M. et ses ac-
tionnaires. La Compagnie P.L.M. détient, au titre de son domaine privé,
480 actions, soit une participation de 240.000 fr représentant 24 %
du capital social.

La question d'une reprise éventuelle de ces 480 actions est domi-
née par les deux idées suivantes :

- S.I.N. n'a été fondée qu'en vue de faciliter le recrutement du
personnel de C.G.C.E.M. et d'assurer la stabilité de la main d'oeuvre
utilisée dans ses ateliers; en 1935, elle a accepté de louer un cer-
tain nombre de logements inoccupés aux agents de la Compagnie P.L.M.

.....

(73 au 31 décembre 1940), mais cette location n'a été consentie qu'à titre précaire, les cheminots s'engageant à évacuer dès que les nécessités de recrutement de la C.G.C.E.M. le rendrait nécessaire.

- C.G.C.E.M. dirige entièrement l'activité de S.I.N. dont, au surplus, elle couvre les déficits d'exploitation.

S.I.N. ne présente donc aucun lien réel avec le chemin de fer. L'acquisition des actions de cette Société, dont la Compagnie P.L.M. est propriétaire, n'aurait, par suite, à être envisagée que dans la mesure où la S.N.C.F. déciderait, par ailleurs, de reprendre les actions C.G.C.E.M. également détenues par ladite Compagnie.

.....

Pour l'ensemble de ces raisons, nous estimons qu'il n'y a pas lieu, pour la S.N.C.F., de reprendre les participations de la Compagnie P.L.M. dans la Société Immobilière du Niervais.

.....

En définitive, nous soumettons au Conseil les propositions suivantes :

.....

- faire connaître à la Compagnie ~~de~~ P.L.M. que la S.N.C.F. renonce au bénéfice des mêmes dispositions (jeu de l'art. 44 de la convention du 31 août 1937) en ce qui concerne les actions de S.I.N. dont elle est propriétaire.

.....

Le Directeur Général,

LE BESNERAIS.